

Jean LASSALLE  
Maire de Lourdios-Ichère  
Député des Pyrénées-Atlantiques  
Candidat à l'élection présidentielle

Lourdios-Ichère, le 22 février 2017

**Chers élus, chers collègues Maires de communes rurales,**

Vous savez ma détermination à lutter contre un système qui brise nos vies, et qui demain broiera celle de nos enfants.

Par mon chant au sein de l'hémicycle, je me suis élevé contre la **fin des services publics**.

Par ma grève de la faim, j'ai appelé notre pays à dire non à la **perte de 750 000 entreprises**.

Avec André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme, nous avons mesuré les attentes et l'extraordinaire capacité de mobilisation de dizaines de milliers de citoyens à travers tous nos territoires, pour les « **Campagnes de France, grande cause nationale** ».

En 2013, j'ai entrepris **un tour de France à pied, sur plus de 5 000 kilomètres**. J'ai vérifié partout l'extrême souffrance dans laquelle est plongé notre pays. Il a peur et n'a plus confiance en rien ni en personne. De ces rencontres sont nés les **Cahiers de l'espoir**, dans l'esprit des Cahiers de doléances de 1789.

J'ai rassemblé autour de moi des compagnons de cette marche citoyenne, avec qui nous avons constitué le mouvement **Résistons !**

Il est temps d'allumer à nouveau, et ensemble, la flamme de l'espoir. De nous assigner un nouveau destin. D'instituer enfin la paix autour d'un grand projet politique pour la France et les Français.

Je suis heureux de vous proposer ici mes engagements en ce sens, et vous assure de mes sentiments dévoués et fraternels,

Jean Lassalle

## **Je m'engage devant vous.**

**Je sauvegarderai et moderniserai la Vème République**, car la France a besoin de stabilité institutionnelle et de plus d'intelligence collective.

**J'abrogerai les trois lois NOTRe, Maptam, Régions, qui ont mis à terre l'organisation territoriale de notre pays.**

Je rétablirai pour la commune la clause de compétence générale : elle aura la liberté de s'organiser avec ses voisines, de s'associer, de recréer des communautés à taille humaine, outils de facilitation. Mais surtout, plus d'échelon administratif supplémentaire !

Je maintiendrai les départements.

À la place des méga-régions, je rechercherai avec vous l'organisation qui permettra à la diversité de nos provinces d'exprimer leur identité, leur savoir-faire, leur langue.

**Je libèrerai la France de toute forme de domination. Je mettrai un terme à l'emprise de la financiarisation** sur notre politique, notre économie et nos modes de vie. Je rendrai aux Français leurs marges de manœuvre en Europe. Je sortirai la France de l'OTAN. Je mettrai notre diplomatie au service de la paix partout dans le monde. Je rendrai à l'État les moyens de faire respecter l'intérêt national par les entreprises des secteurs stratégiques.

**J'engagerai un plan d'intelligence collective et de transmission des savoirs.**

Dès l'été 2017, je ferai appel aux enseignants et chefs d'entreprise volontaires pour **initier 30 000 personnes aux métiers** où les emplois non pourvus abondent.

Je ferai de **l'agriculture** une grande cause nationale. Je réviserai les règles économiques pour que toute famille puisse vivre d'un travail agricole engagé au service d'une alimentation de qualité.

Je rétablirai les **services publics** dans les bourgs ou les sous-préfectures dont ils disparaissent. Nous avons besoin d'une police ou une gendarmerie proches, de médecins et maternités à distances raisonnables, d'une école maternelle et primaire qui n'impose pas une heure de trajet par jour aux jeunes enfants.

J'imposerai aux **opérateurs de télécommunications** de couvrir rapidement les « zones blanches », alors qu'aujourd'hui les déploiements vont moins vite que les utilisations, si bien que les communications se dégradent dans nos campagnes et montagnes.

Je rétablirai le **Service National**. Je l'étendrai à tous les jeunes, garçons et filles. Je veux que chacun, à l'entrée dans la vie active, vive l'expérience de missions réussies, dans l'intérêt de la société, conduites en commun avec d'autres.

Chacun choisira la façon dont il veut servir, civile ou militaire. Les jeunes seront envoyés **sur le territoire, en groupes organisés, encadrés et formés**, là où on a besoin d'eux. Les préfets en seront chargés. Les besoins sont immenses, dans les villes comme dans les campagnes. Beaucoup de territoires sont à nettoyer. Je compte sur les communes, leurs communautés, l'Office National des Forêts, les Chambres d'agriculture pour les mobiliser, ainsi que les associations d'aide aux réfugiés ou aux personnes en difficulté. Beaucoup de jeunes pourront ainsi obtenir leur permis de conduire, selon les missions qu'ils auront choisies.

## **Vous me connaissez.**

Je suis né dans la ferme de mes parents, au fond de la vallée d'Aspe, sur un versant dont la pente est si forte qu'elle est aussi difficile à travailler. Quand arrivaient les beaux jours, mon père conduisait ses brebis en altitude, ce qu'on appelle chez nous « l'estive », au bord du lac d'Estaëns, en territoire espagnol.

À la tête d'une liste de jeunes, j'ai été élu maire de ma commune, Lourdios-Ichère, à l'âge de 21 ans. Puis conseiller général, on dit aujourd'hui « départemental », à 26 ans. J'étais un maire et un conseiller général indépendant. De 1989 à 1999, j'ai présidé le Parc National des Pyrénées et, depuis 1994, l'Institution Patrimoniale du Haut-Béarn, que j'ai contribué à fonder. J'ai présidé pendant plus de 10 ans l'association des maires des Pyrénées-Atlantiques, et encore aujourd'hui, l'association départementale des élus de la montagne.

**Quand j'ai eu la conviction que l'État enlevait aux territoires les services publics** de la République, qu'il reniait des engagements très importants vis-à-vis d'une région entière, je me suis levé dans l'hémicycle et j'ai lancé le chant Aqueros Mountagnos, interrompant le Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy à l'époque, en pleine séance des « questions d'actualité ».

**Quand on a voulu arracher à ma vallée une usine qui gagnait beaucoup d'argent,** et qui en garantissait la survie, une usine que nous avons consacré tant d'énergie à développer, j'ai jeûné 39 jours dans la salle des « Quatre Colonnes » de l'Assemblée nationale, j'ai perdu 32 kilos, jusqu'à obtenir l'accord nécessaire des industriels et de l'État. Je ne supportais pas que notre industrie s'effondre, que 500 000 de nos entreprises meurent sous nos yeux, tandis qu'au moins autant se délocalisaient dans un silence tragique.

**Quand j'ai senti que le lien social, la relation humaine dans ce qu'elle a de plus intime, étaient attaqués** et irrémédiablement endommagés, je me suis mis en marche. J'ai entrepris, en 2013, un Tour de France pour écouter. Je voulais poser, par cette Marche, un acte de député combattant, l'acte d'un résistant à un système qui nous écrase et se prépare à broyer demain nos propres enfants.

Après avoir tutoyé la mort physique et la marginalisation politique, j'ai décidé, une fois encore, de faire face. J'affronte l'incompréhension de nombreux amis.

## **Je refuse la fin de nos communes. Je vois en elles un modèle pour toute la société.**

Depuis l'origine de l'histoire, en Haute-Égypte, les communautés humaines s'étaient organisées politiquement pour gérer et protéger l'eau, puis la forêt, la mer, les versants des montagnes.

La Révolution a établi une belle organisation politique. Sur chaque territoire, les hommes et les femmes qui y vivent coopèrent et décident ensemble, à l'échelle de la « commune », celle où chacun se sent directement concerné par les détails de la vie quotidienne. Et à l'échelle de la Nation, nous proclamons des valeurs universelles, Liberté, Égalité, Fraternité, au fronton de nos mairies et de nos écoles.

Mais le capitalisme moderne et le socialisme du XX<sup>ème</sup> siècle, se sont entendus au moins sur un point : enlever aux communautés locales la gestion de leur terre, pour la confier aux fonctionnaires, aux industriels ou aux marchands !

Ni le marché, ni l'État, ne savent veiller sur les biens communs. Pour empêcher la tragédie, nous devons **revenir à une gestion commune de ces biens communs.**

## **Je ramènerai le pouvoir là où est la responsabilité : dans les communes.**

L'organisation du territoire français est un champ de ruines, après quarante ans de réformes successives. J'en suis scandalisé. Cette réforme, la « **loi NOTRe** », ne figurait sur aucun programme électoral ! On se retrouve avec des régions de dimensions « abracadabrantiques », et des espaces intercommunaux tellement vastes qu'il faut des hélicoptères pour en faire le tour !

Les institutions intercommunales facilitaient le travail des communes, quand elles sont apparues dans le sillage des lois de décentralisation des années 1980. Mais au contraire, avec la loi NOTRe, elles ont soumis les communes et leurs élus aux techniciens, et à la logique libérale de la concurrence. Elles ont mis sous l'édredon le débat politique local, le débat démocratique.

La France a beaucoup de communes. Mais qui cela dérange-t-il ? Est-ce la minime indemnité de fonction du maire ? Ou les dotations apportées aux communes, si modestes au regard de l'immense travail qu'elles accomplissent ?

**Les communes doivent être libres de se rassembler si elles le souhaitent**, d'organiser des communautés de communes à taille humaine, dont le Président sera élu par l'ensemble des maires les composant.

J'ai été outré par la manière dont l'Etat a accueilli les maires ruraux, qui venaient manifester leur mécontentement devant l'Assemblée nationale, en juin 2015. Ils ont été traités comme des délinquants, alors qu'ils défendaient le peu de République survivant dans nos territoires. Quelle terrible image aux yeux des Français, de voir en venir aux mains les gendarmes, et les maires en écharpe tricolore !

Le maire français est l'un des maires qui a le plus de responsabilités au monde. Il est le représentant et le garant de l'État dans sa commune. Il a la charge d'assurer l'entretien et le développement du lien social nécessaire au bien-être de ses administrés. Celle aussi de développer et d'améliorer les conditions de vie, de développer les aménagements nécessaires, de gérer et entretenir notre patrimoine.

**Je veux rendre au Maire le pouvoir que l'État lui enlève, et même le renforcer.** Le pouvoir de police du Maire doit s'étendre aux incidents de voisinage, ou dans les commerces, sans qu'il ait besoin d'attendre l'intervention d'un commissaire ou brigadier qui ont souvent trop d'autres chats à fouetter.

**Je demanderai aux préfets de prêter main forte** aux Maires, au lieu de les contraindre de mille façons. Ils auront mission de débloquent les situations foncières qui paralysent notre pays. Ils seront chargés d'organiser et de déployer sur le territoire les jeunes en Service National. Ils auront à accompagner et soutenir l'avènement de nouvelles entreprises. Ils relanceront l'apprentissage, qui aujourd'hui patine, les entreprises n'ont plus les moyens ou la visibilité nécessaires. Je donnerai des moyens financiers aux PME et aux artisans pour qu'ils puissent recevoir et prendre en charge les centaines de milliers d'apprentis supplémentaires dont nous aurions besoin.

**Je ferai de l'agriculture une grande cause nationale.** La PAC et le Ministère français de l'Agriculture ont poussé à un productivisme à tout crin. De villageoise, l'agriculture est passée européenne, et de là, a été plongée dans la mondialisation. On a fait croire à cette idée folle de faire tourner une exploitation comme une usine, en robotisant et en réduisant au minimum la main-d'œuvre. Nos agriculteurs étaient des hommes indépendants et fiers de leur métier, ils le sont toujours, mais la PAC les a réduits à l'état de sous-traitants de grandes entreprises qui leur fournissent les semences, les intrants, et leur achètent leur production à des prix de plus en plus dérisoires. Les normes se

sont multipliées, européennes paraît-il, mais c'est la France qui les inspire quasiment toutes ! Et pourtant **la France se meurt de cet excès de réglementation** ! Beaucoup d'agriculteurs ont dû multiplier les investissements pour répondre à toutes ces normes et s'en sont trouvés ruinés. Quant aux coopératives, que les paysans avaient créées jadis avec passion, elles ont grossi et fusionné au point d'échapper complètement aux coopérateurs. Elles se sont spécialisées sur la spéculation financière et le « trading », elles sont devenues des banques aussi prédatrices que celles qui portent ce nom. Elles prennent la marge et laissent la misère.

**Inventons pour nos campagnes un autre avenir.**

**Nous devons retrouver un mode de rémunération des producteurs** qui encouragera une agriculture de qualité, attachée au respect des bêtes et des plantes. L'enseignement agricole, si efficace tant d'années durant, doit redevenir ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, au service de cette agriculture de qualité et de terroir.

**Nous devons travailler sur les obstacles qui dissuadent aujourd'hui les jeunes de s'installer.** La spéculation sur les terres avec l'arrivée de traders et investisseurs étrangers. L'arrivée difficile des conjoints dans des villages souvent déserts. Le financement de la transmission des exploitations.

Le renouveau de l'agriculture française passera par un projet de société, expliqué puis accepté par tout un peuple. Nous avons l'expérience, les moyens de communication et d'animation pour mettre en œuvre ce projet. Il ne reste plus qu'à nous persuader qu'il s'agit là d'une question de vie ou de mort pour nous. Et le temps des paysans va revenir, celui des campagnes aussi, et du monde rural. Lorsque la France se réveillera, elle ne pourra plus supporter de voir ce qui est en train de disparaître.

**Nos forêts** apportaient il y a 20 ans encore, par leurs coupes, la moitié du budget de fonctionnement de nombres de nos communes. Leur état d'abandon fait qu'aujourd'hui, elles constituent de lourdes charges. Ce qui reste de l'ONF est obligé de devenir une machine à dresser des PV. Pendant ce temps, on importe, à prix d'or, du bois venu de pays souvent lointains. Reprenons l'aménagement de nos forêts, les jeunes du Service National nous y aideront, pour en refaire une richesse.

**Nous avons aussi sur nos territoires des gisements d'énergie**, même si, là encore, le rôle que l'État joue est aussi incompréhensible que contradictoire. Le Grenelle de l'Environnement préconise de produire 25% d'énergie renouvelable. Dans ma région, j'ai tenté ma chance avec le solaire. Refus : sites protégés ! On a monté deux projets de microcentrales hydrauliques : ils ont été purement et simplement annulés.

Je suis certain que les forces conjuguées du soleil et des mers sont susceptibles de produire autant d'énergie que le pétrole, et de se substituer au nucléaire.

Nous avons montré le potentiel du **solaire** depuis quarante ans avec l'installation de miroirs dans les Pyrénées-Orientales. Nous sommes bien avancés scientifiquement, sur la production comme sur le stockage, et le solaire se serait développé bien plus vite si les intérêts pétroliers ne l'avaient pas freiné.

Je mobiliserai sur ces projets de nouveaux bataillons d'ingénieurs et de chercheurs. Mettons au service de la transition énergétique les moyens consacrés aujourd'hui à la « dérégulation » et la privatisation de l'énergie, et les énergies nouvelles prendront rapidement le relais !